

INTRODUCTION

Aux confins du désert et du fleuve, entre sable et pierre, la Jordanie s'élève comme un oasis de stabilité au cœur d'un Moyen-Orient tourmenté. Pourtant, son existence même est le fruit d'une lente alchimie politique : celle d'un territoire sans unité apparente, façonné par les ambitions impériales et les flux de peuples. Née de la Transjordanie, entité créée sous mandat britannique après la chute de l'Empire ottoman, la Jordanie a su tisser une identité nationale autour de la dynastie hachémite et d'un équilibre précaire entre tradition et modernité, jusqu'à devenir un Etat-nation, c'est-à-dire un modèle d'organisation politique et territoriale où un Etat souverain coïncide idéalement avec l'identité et la communauté d'une Nation. De 1920 à 2011, du tracé des frontières à la révolte des peuples arabes, se joue ainsi l'histoire d'une construction étatique singulière.

C'est donc dans ce contexte qu'on peut se demander comment l'émirat de Transjordanie, créé par les Britanniques sur un territoire hétérogène et majoritairement désertique, est parvenu à se transformer en un Etat-nation jordanien pérenne malgré les chocs régionaux récurrents, le rôle prépondérant de la monarchie hachémite et l'intégration difficile d'une population majoritairement palestinienne, entre 1920 et 2011.

Ainsi, nous analyserons tout d'abord la fondation de l'Émirat de Transjordanie sous mandat britannique, entre 1920 et 1946, période durant laquelle le territoire passe de l'instabilité à une première structuration politique. Nous verrons ensuite comment, après l'indépendance, la Jordanie s'efforce d'intégrer sa population et de consolider son autorité tout en affrontant les grands bouleversements du Moyen-Orient. Enfin, nous montrerons comment le royaume hachémite parvient, de 1970 à 2011, à garantir sa pérennité en s'imposant comme un État-pivot, conciliant stabilité interne et adaptations régionales.

I. La fondation d'un Émirat sous mandat (1920-1946) : de l'anarchie à la Transjordanie

A. Le contexte de l'après-Guerre et les origines Hachémites

Premièrement, il est important de préciser que l'éclatement de l'Empire Ottoman est la conséquence de sa défaite durant la Première Guerre mondiale. Le sort de ses provinces arabes avait été scellé avant la fin du conflit par les Accords Sykes-Picot de 1916. Ces accords, mis en œuvre après la guerre, ont conduit au tracé de frontières artificielles. La grande révolte Arabe est l'insurrection lancée contre l'Empire ottoman par le Chérif Hussein ben Ali. En échange d'un soutien militaire et financier, les Britanniques (correspondance Hussein-McMahon) lui avaient promis la création d'un Grand Royaume Arabe unifié. Même si les Hachémites ont joué un rôle dans la défaite ottomane, ils n'ont jamais eu le Royaume unifié promis. Cela a donc conduit à la conférence du Caire de mars 1921. Pour "compenser" la dynastie, Churchill a ainsi décidé d'installer l'Émir Abdallah Ier, à la tête de la région située à l'est du Jourdain menant à la naissance de l'Émirat de Transjordanie en 1921. Même s'il est techniquement inclus dans le Mandat britannique pour la Palestine, le territoire en a été administrativement séparé. Le Mandat fut officiellement amendé en 1922.

B. La mise en place d'une administration centralisée

Le Royaume-Uni a exercé son contrôle par le biais d'un système de soutien indirect, garantissant l'autonomie d'Abdallah tout en s'assurant que les intérêts stratégiques britanniques étaient respectés. Mais la présence d'un résident britannique assurait une supervision des affaires

politiques, diplomatiques et financières, limitant la souveraineté de l'Émir. L'élément central de cette administration était la création d'une force de sécurité locale : la Légion Arabe fondée en 1921. Les débuts de l'organisation politique de l'Émirat de Transjordanie ont été formalisés par la loi fondamentale de 1928, marquant la première tentative de l'Émirat de se doter d'une structure étatique moderne. La dynastie hachémite est devenue la principale force unificatrice du nouvel Émirat : celle-ci tirait son prestige de son ascendance avec le prophète Mahomet. Cela a permis à Abdallah de se positionner comme le défenseur de l'identité arabe. Néanmoins, l'Émirat de Transjordanie était caractérisé par une hétérogénéité démographique. Étaient en effet présents les sédentaires et agriculteurs, les tribus bédouines et enfin, les Circassiens et les Tchétchènes. Abdallah a ainsi coopté les chefs de tribus bédouines par des subventions régulières et des postes au gouvernement, les intégrant dans le système politique.

C. Vers l'indépendance : un partenariat inégal

L'existence de la Transjordanie permettait de contenir deux grandes aspirations. Dès 1922, la Transjordanie est exclue des clauses du Mandat concernant l'établissement du Foyer National Juif. L'Émir Abdallah Ier n'a jamais abandonné son rêve d'une Grande Syrie mais, la présence française en Syrie rendait ce projet irréalisable. La fin du mandat a été formalisée par la signature du traité d'alliance entre le Royaume-Uni et la Transjordanie. Par cet accord, le Royaume-Uni reconnaissait la Transjordanie comme un État pleinement indépendant et souverain, mettant ainsi fin au mandat britannique de la SDN sur ce territoire. Mais le traité permettait aux forces armées britanniques de conserver des facilités militaires dans le pays et assurait le soutien continu de Londres à la Légion Arabe. L'indépendance était donc plus politique, maintenant l'influence britannique dans la région. Le 25 mai 1946, le Conseil Législatif de Transjordanie proclamait l'indépendance totale du pays.

II. L'intégration et la consolidation face aux chocs régionaux (1946-1970)

A. Les conséquences de la première guerre israélo-arabe (1948-1949)

Dans un second temps, il est important de faire un zoom sur l'annexion de la Cisjordanie en 1950 ayant eu pour conséquences de rebaptiser l'État en Royaume Hachémite de Jordanie, symbolisant l'union des deux rives du Jourdain. La Transjordanie est devenue la principale terre d'accueil, faisant des Palestiniens une composante majoritaire du Royaume. Le Royaume a accordé la citoyenneté jordanienne et des droits politiques à tous les Palestiniens. Cette intégration a permis de stabiliser le territoire et de légitimer l'existence de la Jordanie, mais elle a créé une fracture sociale durable entre les Transjordaniens d'origine et les Jordaniens d'origine palestinienne. Le Roi Abdallah Ier était donc perçu comme un traître par les nationalistes en raison de l'annexion et de ses contacts avec Israël. Ces rancœurs culminèrent avec son assassinat le 20 juillet 1951 par un Palestinien.

B. Le règne du roi Hussein et l'affirmation d'une souveraineté

Cependant, l'acte le plus décisif d'affirmation de la souveraineté par le Roi Hussein (successeur d'Abdallah) a été le renvoi de Sir John Bagot Glubb, symbole de la tutelle militaire britannique, en 1956. Ce geste a été effectué sous la pression du nationalisme panarabe auquel l'importante population palestinienne jordanienne était sensible. En Jordanie et dans le monde arabe, il fut d'ailleurs massivement populaire, comme la fin de la domination britannique. La Légion Arabe fut alors nationalisée et rebaptisée Forces Armées Jordaniennes. Le Roi adopta par conséquent un nationalisme panarabe prudent : tout en s'alignant sur les objectifs arabes pour satisfaire sa population, il défendait farouchement la souveraineté et l'existence indépendante de la Jordanie.

Cependant, la Jordanie a maintenu des liens stratégiques et économiques vitaux avec l'Occident pour assurer sa survie. Dans les années 1950-1960, le Roi Hussein lutte pour l'indépendance de la monarchie hachémite contre la menace du nationalisme panarabe et l'opposition interne. Le Nassérisme exerçait une pression immense sur la Jordanie. Cette idéologie mène à la victoire de Nabulsi en 1956 ; l'apogée fut la tentative de coup d'État pro-nassérienne en 1957. Hussein a donc riposté en déclarant la loi martiale.

C. La crise majeure et la redéfinition territoriale

La guerre des Six Jours est également un élément perturbateur qui a entraîné la perte totale de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est. La Légion Arabe est submergée par Israël. La Jordanie perd un tiers de son territoire et l'annexion de 1950 est annulée. Elle conserve toutefois la tutelle religieuse sur les Lieux Saints de Jérusalem. 300 000 Palestiniens furent déplacés vers la Rive Est. La cause palestinienne se déplace vers l'OLP et les *fedayin*, qui commencent à opérer depuis le territoire jordanien. S'en suivit le Septembre Noir, où la guerre civile de 1970 opposait l'Armée jordanienne au Fedayin palestinien. Après 1967, l'OLP opérait comme un « État dans l'État » en Transjordanie et le 17 septembre 1970, le Roi Hussein ordonne à l'armée de démanteler les structures de l'OLP. L'armée jordanienne remporte la victoire. L'opération a chassé les milliers de Fedayin survivants qui ont trouvé refuge principalement au Liban. Le Roi Hussein a ainsi rétabli le contrôle total et incontesté de l'État sur le territoire jordanien, affirmant que la souveraineté nationale jordanienne primait sur le nationalisme panarabe et les aspirations palestiniennes révolutionnaires. L'armée devint le pilier central du régime, et la monarchie réaffirma son pacte avec les Transjordaniens d'origine. Hussein a centralisé et durci son pouvoir. La loi martiale fut maintenue pendant des années, permettant au régime de réprimer toute opposition politique interne.

III. Pérennité et équilibres : la Jordanie comme État Pivot (1970-2011)

A. Le désengagement et l'institutionnalisation de la question Palestinienne

Le royaume hachémite parvient à garantir sa pérennité en s'imposant comme un État-pivot. L'annonce du désengagement administratif de la Cisjordanie en 1988 fut un acte politique visant à clarifier l'identité nationale jordanienne et à délimiter son territoire. La décision intervenait en réponse au soulèvement palestinien et à la montée en légitimité de l'OLP. L'acte central fut la reconnaissance officielle de l'OLP comme "l'unique représentant légitime du peuple palestinien". Ainsi, le Roi Hussein a symboliquement transféré la responsabilité de la représentation palestinienne à l'OLP. En abandonnant la Cisjordanie, la monarchie hachémite a renforcé sa base de pouvoir transjordanienne. Les accords d'Oslo ont mis fin définitivement à toute velléité de réunification avec la Cisjordanie. Lors de la Conférence de Madrid (1991), ils ont permis aux Palestiniens de négocier avec Israël sous une délégation jordano-palestinienne conjointe. Le principal résultat des accords fut la reconnaissance mutuelle entre Israël et l'OLP. Enfin, le Traité de Paix de Wadi Araba d'octobre 1994, a mis fin à 46 années d'état de guerre entre la Jordanie et Israël. C'est le deuxième accord de paix conclu par Israël avec un État arabe. Il a établi des frontières internationales permanentes et reconnues et a mis en place des arrangements de sécurité stricts pour stabiliser le front ouest et prévenir les attaques transfrontalières. En signant ce traité, la Jordanie, après s'être officiellement désengagée de la Cisjordanie en 1988, s'est positionnée comme un partenaire de la stabilité régionale.

B. La crise économique et la monarchie face à la modernité

La Jordanie est structurellement marquée par l'instabilité démographique et une dépendance

chronique à l'aide extérieure, en raison de sa position géopolitique stratégique et de sa rareté en ressources. Le principal moteur d'instabilité est l'accueil répété de vagues massives de réfugiés qui a souvent dédoublé la population, exerçant une pression intense sur les ressources en eau déjà très limitées, mais aussi les services publics et le marché du travail. La Jordanie est structurellement dépendante de l'aide extérieure pour son équilibre budgétaire et sa survie. Elle provient principalement des États-Unis, de l'Union Européenne et des États du Golfe. Le Roi Abdallah II a cherché à moderniser la Jordanie par des réformes économiques et une ouverture politique limitée depuis 1999. Le pays a rejoint l'OMC et signé un accord de libre-échange avec les États-Unis, adoptant des programmes du FMI. Cependant, le pouvoir reste concentré au Palais. La survie du régime repose sur un équilibre stratégique : des tribus de l'Est monopolisent les postes de l'armée et de la sécurité. Le rôle de gardien des Lieux Saints de Jérusalem renforce l'autorité religieuse et diplomatique du roi. Néanmoins, les Palestiniens sont sous-représentés dans les structures de pouvoir, notamment sécuritaires. La monarchie hachémite maintient l'équilibre en s'appuyant sur la loyauté des Transjordanien de l'Est pour le contrôle sécuritaire et en assurant l'intégration civile des Palestiniens pour éviter l'explosion sociale. La survie du régime dépend de cette capacité à équilibrer la sécurité et l'inclusion.

C. Le modèle Jordanien de résilience : la Jordanie comme "pays tampon"

La survie et la géopolitique de la Jordanie reposent sur son rôle d'« État tampon », résultat de sa position stratégique entre des voisins souvent conflictuels : Israël, Syrie, Irak et Arabie Saoudite. Elle absorbe les chocs régionaux et est essentielle à la stabilité. Des acteurs comme Israël et l'Arabie Saoudite la considèrent comme un rempart contre le chaos et l'extrémisme. Pour les États-Unis et l'Europe, elle est un allié clé dans la lutte contre le terrorisme et un point d'influence modéré. Ce rôle de tampon se traduit par une exposition directe à l'instabilité et une nécessité d'absorption : la Jordanie est directement affectée par les conflits en Irak (post-2003) et surtout en Syrie (post-2011), se traduisant par l'accueil massif de réfugiés (Syriens, Irakiens). Le pays sécurise activement ses frontières contre les infiltrations de groupes extrémistes et de trafiquants. Elle entretient des liens historiques et économiques cruciaux avec l'Arabie Saoudite et les États du Golfe, qui fournissent une aide financière vitale. Enfin, la Jordanie se positionne comme un allié sunnite modéré face à l'influence iranienne.

CONCLUSION

Ainsi, de la poussière des déserts transjordanien à la conscience nationale jordanienne, s'est élevée, au fil du siècle, l'histoire d'un peuple cherchant sa place entre héritage et avenir. Forcée par les vents contraires du protectorat britannique, des rivalités tribales et des bouleversements régionaux, la Jordanie a peu à peu bâti un équilibre fragile entre tradition et modernité. Sous la longévité de la monarchie hachémite, elle a su préserver une unité que bien des États voisins ont vue vaciller, en s'imposant comme un refuge et un médiateur dans un Moyen-Orient en feu. En 2011, alors que le monde arabe grondait, le royaume demeurait debout, oscillant entre réforme prudente et continuité monarchique. L'histoire de la Jordanie est celle d'un pays sans miracle soudain, mais tissé de patience et d'adaptations, où la stabilité s'est faite vertu politique. De la Transjordanie des origines à la Jordanie d'aujourd'hui, se lit moins la conquête d'une puissance que la lente maturation d'un État-nation conscient de sa fragilité et de sa singularité au cœur du désert.